

De Hiroshima à Mururoa ... en passant par le LW

Aujourd'hui, 6 août 1995, à 8 heures 15, la vie s'arrête au Japon pour une minute de silence. Comme tous les ans au même moment les Japonais se souviennent des 192 000 morts qu'a causés la première et avant-dernière bombe atomique jamais lancée sur une ville ennemie.

Dans l'immédiat il y eut à Hiroshima 70 000 morts, 70 000 dans les mois qui suivirent et 52 000 de 1946 à 1995, et il y a toujours des victimes qui succombent aux suites cancéreuses de longue durée. Le bilan à Nagasaki s'élève à plus de 70 000 morts. 1667 tonnes de bombes classiques avaient tué en une seule nuit de mars 1945 plus de 83 000 habitants de Tokio. Mais l'unique bombe de Hiroshima, suivie le 9 août de celle sur Nagasaki pour la seule raison que les scientifiques américains voulaient comparer les effets d'une bombe à l'uranium à ceux d'une bombe au plutonium, allait changer le cours de l'histoire. Son objectif avait bien moins été de mettre un terme à la résistance du Japon, dont les heures étaient de toute façon comptées, que de faire une démonstration de force vis-à-vis de l'Union soviétique, certes alliée, mais rivale idéologique. Le massacre de Hiroshima, en ce sens, déclenchait du côté occidental la course aux armements et la guerre froide.

Dans nos esprits européens l'extermination des juifs, l'enfer concentrationnaire, les affres de la guerre, le héroïsme de la résistance occupent, à juste titre, la mémoire, trop pour que Hiroshima la lointaine, le bouc émissaire d'une nation qui avait fait alliance avec Hitler et attaqué Pearl Harbor, y ait la même place. Pourtant dans son message du cinquantenaire le maire de la ville martyre, Takashi Hiraoka, a raison d'insister: *"Les victimes ne sont pas seulement les habitants de Hiroshima et Nagasaki, mais l'humanité: cette arme est inhumaine."* (Le Monde, 3/8/1995)

C'est pour ne pas l'avoir compris que la France de Chirac essuie de toutes parts un tir barré de protestations et de sanctions

commerciales à cause de sa reprise des essais nucléaires dans l'atoll de Mururoa, brisant le moratoire décrété par François Mitterrand qui avait cru ainsi tant soit peu se racheter pour le tort causé par l'attentat meurtrier qu'il avait commandité contre la "Rainbow Warrior" en 1985.

"Greenpeace", une fois de plus, a pris l'initiative de mobiliser le monde. Les conséquences écologiques de ces essais risquent en effet d'être graves, l'éclatement de l'atoll, fragilisé par 187 explosions, n'étant pas à exclure, sans parler de radiations radioactives et d'une pollution océanique et atmosphérique tout à fait possibles. Que le gouvernement luxembourgeois se soit rallié à ces protestations est certainement une bonne nouvelle, les plus de 12 000 cartes de protestation envoyées du grand-duché à Monsieur Chirac une autre.

Ce n'est pas par un recours à la bombe atomique que l'on résoudra les conflits en ex-Jougoslavie, ce n'est pas en proférant de telles menaces qu'on arrêtera les Serbes à bafouer le droit international.

Pourtant on aurait tort de motiver les protestations par l'unique argumentaire écologique. Alex Diederich dans l'éditorial du "Brennpunkt drëtt Welt" n° 150/juill. 1995 évoque le colonialisme français qui s'exprime dans cette décision d'expérimenter ses armes nucléaires en des îles lointaines où des populations non européennes seraient les soi-disant seules à porter les conséquences directes en cas d'accident. Mais même sans accident la marginalisation économique et culturelle de la population indigène est indéniable, le tissu social traditionnel est déchiré; les Polynésiens n'ont rien su ramasser des soi-disant retombées économiques des investissements dans la haute technologie mili-

taire que la France a pratiqués dans la région. Et Alex Diederich de conclure: où en est le droit à l'autodétermination de ces peuples du Pacifique sud? La question se posera encore après la fin annoncée des essais nucléaires. Saurons-nous alors continuer à nous mobiliser?

Au-delà, c'est le principe même des essais nucléaires et donc du recours toujours envisagé à l'arme suprême qui doit être mis en question. Malheureusement le mouvement pour la paix qui avait bien soulevé ce débat de fond au début des années '80 a disparu de la scène politique et ses successeurs dans la gauche rouge et verte se limitent à des protestations peu argumentées.

Plus que jamais, l'arme nucléaire a fini de servir. Si Chirac ordonne une ultime série d'essais, comme il dit, c'est qu'il n'a pas compris la nouvelle donne des réalités géopolitiques après la fin de la guerre froide. Contre qui donc voudrait-il le cas échéant employer l'arme suprême? Quel ennemi voudrait-il dissuader de l'employer, si l'on accepte de se placer dans une logique purement défensive? Ce ne sont pas les attentats terroristes de groupuscules islamistes et autres qu'il évitera de la sorte.

En 1983 déjà les évêques américains avaient écrit: *"Nous ne voyons aucune situation dans laquelle le déclenchement délibéré d'une guerre nucléaire, aussi restreinte que soit son ampleur, pourrait se justifier moralement. La résistance aux attaques non-nucléaires venant d'un autre pays doit se conduire autrement que par des moyens nucléaires. En conséquence, il existe une sérieuse obligation morale de développer des stratégies non-nucléaires le plus rapidement possible."* Et à propos de la politique de dissuasion: *"La possession d'armes nucléaires, la croissance quantitative continue de la course aux armements, et le risque de la prolifération nucléaire font tous ressortir le grave danger qu'il y a à fonder 'une certaine paix' sur la dissuasion. (...) Pour la dissuasion comme pour l'usage il y a des limites morales à respecter, dans les politiques*

mises en oeuvre. Pour être précis: il n'est pas moralement acceptable d'avoir l'intention de tuer des innocents, sous prétexte que cela fait partie de la stratégie de dissuasion de la guerre nucléaire." (voir "forum" n° 67/1^{er} oct. 1983)

Ces paroles étaient écrites au moment où l'ours soviétique pouvait encore être perçu comme danger réel. Combien plus vraies sont-elles aujourd'hui où aucun pays ne menace réellement la France! Bien au contraire. Pour avoir négligé d'élaborer des stratégies non-nucléaires, l'Europe est aujourd'hui tellement impuissante quand il s'agit d'intervenir dans les conflits locaux ou régionaux qui n'ont cessé de se multiplier depuis la fin de la guerre froide. Ce n'est pas par un recours à la bombe atomique que l'on résoudra les conflits en ex-Jougoslavie, ce n'est pas en proférant de telles menaces qu'on arrêtera les Serbes à bafouer le droit international et à se servir même d'uniformes de l'ONU pour attirer les Bosniaques dans un guet-apens. Et il en va de même pour le Rwanda ou la Somalie, Timor-est ou le Cambodge. Au-delà de leur immoralité leur totale inefficacité dans les conflits de l'après-guerre-froide devrait faire comprendre que Chirac doit avoir d'autres raisons de relancer les tests nucléaires.

La communauté internationale a d'ailleurs bien compris que la menace nucléaire s'amenuise: au moment de renouveler le 11 mai dernier le traité de non-prolifération pour une durée indéfinie, quitte à renoncer à décider l'élimination pure et simple de toutes les armes de destruction massive, elle a même annoncé son intention de négocier dès 1996 un traité interdisant tout essai. La France prend sur elle l'énorme responsabilité de mettre en question cet acquis diplomatique, de conforter les Etats désireux d'acquérir eux aussi la technologie nucléaire, de fournir des arguments à l'autre récalcitrant qu'est la Chine qu'on avait cru seule à persister dans son obstination atomique. Ou comme l'a dit l'archevêque de Papeete le 18 juin dernier, dans une prise de position refusant la reprise des essais à Mururoa: "Il est plus réaliste de s'interdire d'abord à soi-même ce que l'on souhaite que les autres s'interdisent." (DC, n° 2120, p. 694).

Pourquoi alors ces essais fatidiques?

En histoire il faut éviter les explications simplistes qui feraient porter la responsabilité entière à la psychologie d'un seul homme, soit-il président de la République. La décision n'est pas due à la mégalomanie d'un Jacques Chirac.

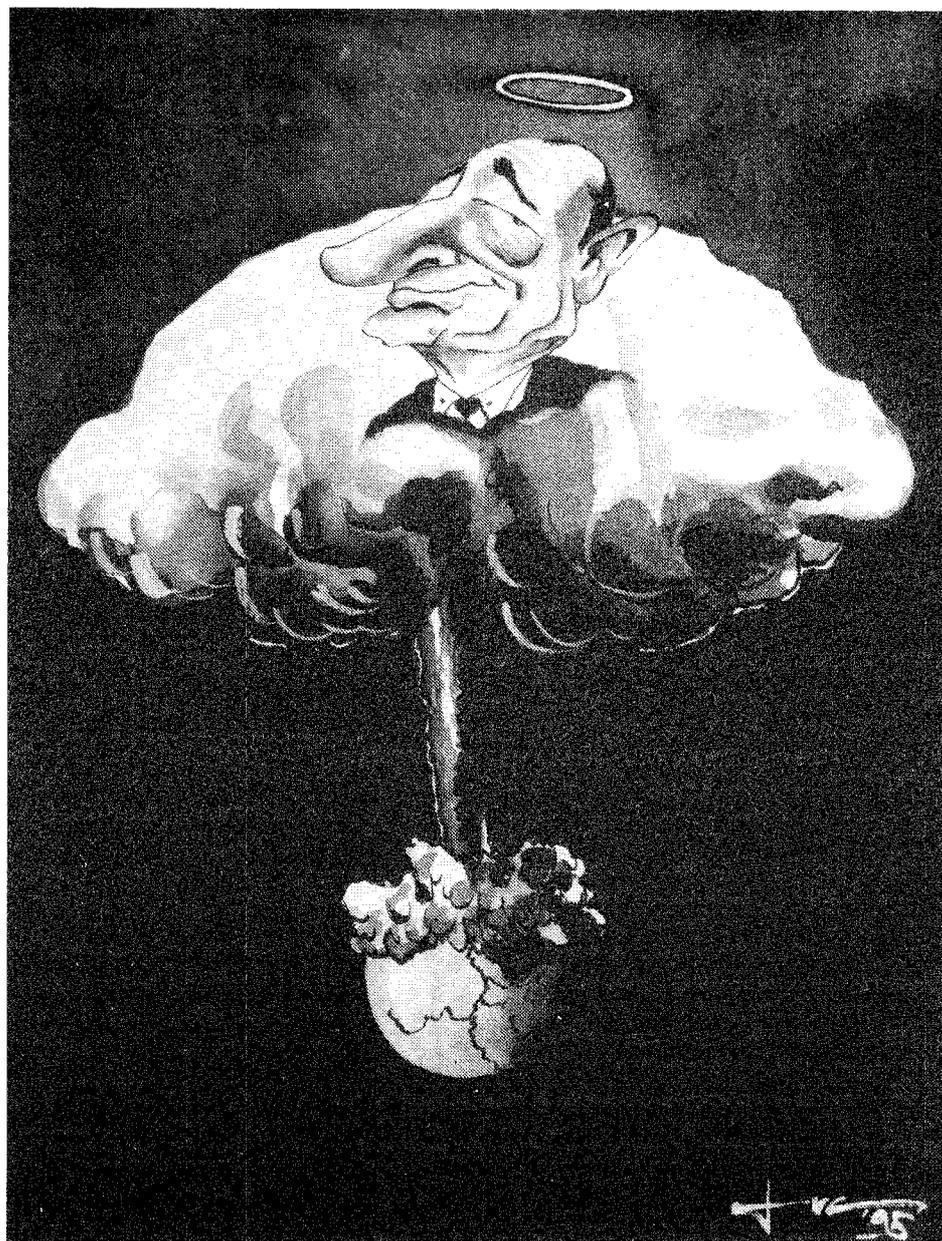
Sous la pression de ses conseillers militaires Chirac prétend que les essais sont techniquement nécessaires pour s'assurer de l'efficacité des futures simulations sur ordinateur. D'abord une telle justification me paraît être un terrible aveu de retard technologique. Les Américains et les Britanniques semblent disposer depuis longtemps de moyens de simulation pour tester leurs armes nucléaires. Et, à ce qu'il paraît, ils ont offert à la France de mettre à sa disposition leurs connaissances et technologie.

Si on voit alors Chirac persister quand même, on s'approche des vraies mobiles de sa démonstration de force: héritier de de Gaulle, il ne saurait accepter qu'un conseiller anglo-saxon lui vienne en aide sur le plan militaire! En vrai gaulliste il a toujours eu sa petite idée de la grande na-

tion, teintée d'une bonne dose d'antiaméricanisme. Il est d'autant plus cocasse de voir le *Luxemburger Wort*, contre l'avis de ses amis dirigeants du PCS, soutenir Chirac dans son obstination nucléaire! Dans de longues diatribes (LW, 19/7/1995 et 12/8/1995) un lecteur croit, pour avoir été victime du nazisme, pouvoir faire fi de tout esprit critique et logique et inverser même les rôles pour accuser "Greenpeace", organisation d'origine américaine, d'unilatéralisme antiaméricain.

Mais le nationalisme français ne s'oppose pas seulement aux Etats-Unis. Un homme comme Philippe Séguin, l'anti-européen de l'équipe de Chirac, l'adversaire déclaré du traité de Maastricht instaurant une politique extérieure et de défense commune, l'écrit sans peut-être se rendre compte de sa franchise. Dans le *Figaro* du 3/8/1995

Luc Rod



L'important est la promotion de la paix.

La paix naît de la confiance entre les nations, et non de la menace. La communauté internationale trouvera la sécurité dans l'élimination définitive des armes nucléaires, et non dans leur multiplication ou leur maintien. Vouloir sans cesse perfectionner les techniques militaires nous engage dans la recherche de moyens toujours plus meurtriers.

L'hégémonie que s'arrogent les pays possédant l'arme nucléaire ne peut être ressentie par les autres nations que comme une discrimination inacceptable. Elle pousse à la course aux armements.

Si l'important est la promotion de la paix, la reprise des essais nucléaires aide-t-elle la France à jouer un rôle efficace dans la recherche de la paix mondiale? Déjà, les petites nations du Pacifique se sentent méprisées par la décision de la France. (...)

Une paix durable ne peut être engendrée par la seule crainte de la bombe nucléaire.

Les Eglises représentées au Conseil d'Eglises chrétiennes de France ont plus que jamais conscience de leur rôle pour faire de leurs membres de vrais artisans de paix.

Le 19 juin 1995.

Les co-président du Conseil d'Eglises chrétiennes de France:
Mgr. Joseph Duval, Pasteur Jacques Stewart, Mgr. Jérémie

La Documentation catholique, n° 2120, 16/7/1995, p. 695

il prend la défense des essais dans le Pacifique en assurant: "En développant à un niveau de performance modeste mais efficace son arme nucléaire, la France travaille pour l'Europe entière. ... Détruire la crédibilité de la dissuasion nucléaire française consisterait inmanquablement à verrouiller la construction européenne par le haut, en rendant la sécurité du

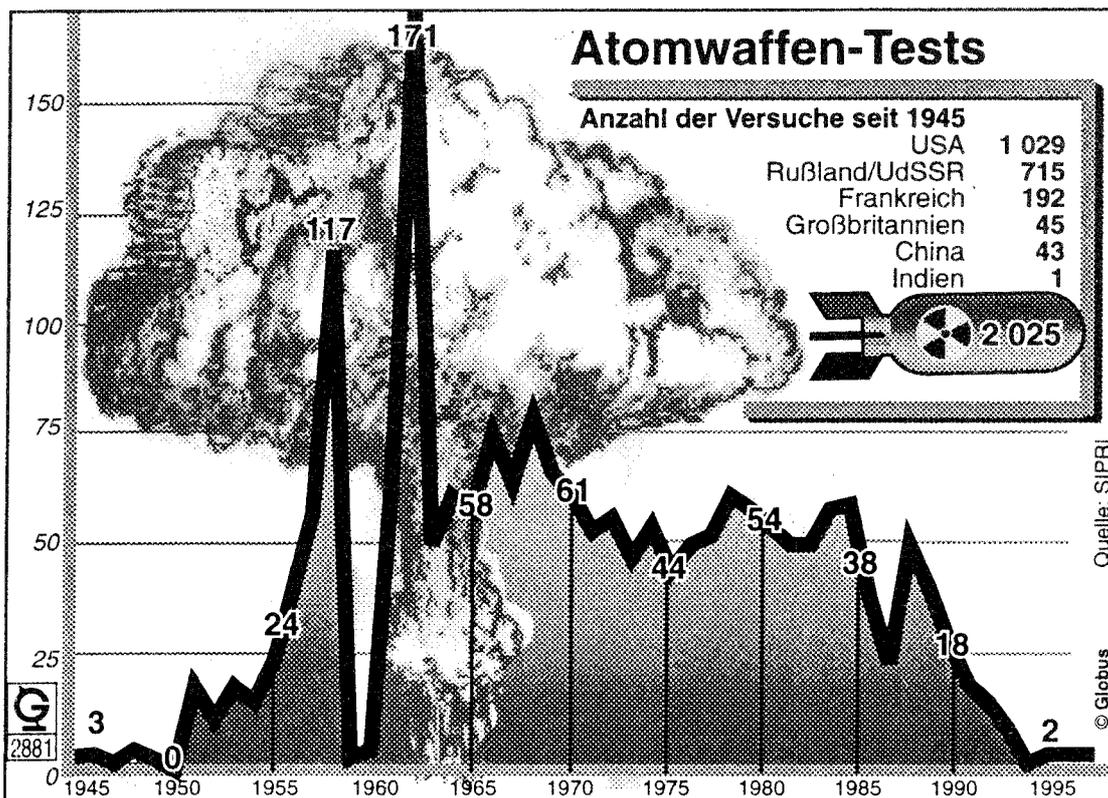
continent dépendante des armes américaines."

En d'autres termes: la France, reprenant les essais nucléaires, veut bien montrer à l'Europe entière qui en est le leader sur le plan militaire. En matière de défense, seule la bombe atomique permet d'aspirer à des positions de leadership. Ni les Alle-

mands, ni même les Britanniques, qui possèdent l'arme mais qui ne l'exhibent pas (Séguin ne les mentionne même pas), n'auront le droit de contester cette prédominance française. Par sa démonstration de force la France ne fait donc qu'envenimer les relations intracommunautaires, remettre à son rang l'Allemagne économiquement plus puissante, mais à qui on rappelle en de telles occasions sa défaite de 1945 et son impossibilité d'accéder au club exclusif des vrais grands, propriétaires de l'arme absolu.

"Un peu de compréhension pour la France" avait demandé l'éditorialiste du LW (14/7/1995; voir aussi 10/8/1995). On l'avait cru plus pro-européen que ça, et moins naïf. Et quand il prétend que "le perfectionnement de la force de dissuasion française apporte au moins un gain de sécurité pour notre sphère, dans l'instabilité nouvellement suscitée par le terrorisme d'Etat, l'extrémisme religieux et la montée de nationalismes sanguinaires," on ne sait s'il faut rester bouche bée devant sa niaiserie politique ou déplorer son manque de moralité chrétienne. Prônerait-il l'emploi d'armes nucléaires contre le gouvernement turc, coupable de terrorisme d'Etat envers la minorité kurde? Acceptons que le militarisme est une maladie bien aveuglante.

Alors que les cinquanteaires du débarquement en Normandie, de la libération de Luxembourg, de la bataille des Ardennes, du retour de la grande-duchesse, de la ca-



pitulation allemande avaient donné naissance à des suppléments épais dans la plupart des quotidiens luxembourgeois, le massacre de Hiroshima et Nagasaki n'a guère donné lieu à des commémorations

d'envergure: un concert de Stephan Mikus en l'église de Cents, dans les quotidiens quelques articles repris d'agences de presse, l'un ou l'autre éditorial ... C'est tout. Aurions-nous quand même honte?

Le Pacifique est proche ces jours-ci, mais la paix ...

michel pauly, le 4 août 1995